

Congrès de l'U.N.E.F - (25 au 27 mars 1961)

A Caen s'est tenu le cinquantième congrès de l'Union Nationale des Étudiants de France. La tendance "apolitique" a participé aux travaux sans protester au cours des discussions sur la décolonisation. Le Congrès a abordé les questions d'aménagement et d'organisation du territoire.

La tendance "apolitique" : le Comité de liaison des étudiants de France, fondé en juillet 1960, s'était fixé comme but de balayer la tendance dite minoritaire de la direction de l'U.N.E.F.. Il reprochait à celle-ci de "trahir" en réclamant des négociations avec le G.P.R.A (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, bras politique du Front de Libération national) et en renouant avec l'Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie. En fait durant le congrès les "apolitiques" isolés n'ont joué aucun rôle décisif : par contre toutes les associations d'étudiants d'outre-mer avaient délégué des représentants.
Une absence remarquée. : celle d'un représentant du Haut Commissaire à la Jeunesse (M. HERZOG).

Le rapport moral du président sortant, Pierre GAUDEZ, a été adopté par 701 mandats contre 70, et le Congrès a approuvé l'action menée par le bureau pour la Paix en Algérie (reprise des relations avec l'Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie - U.G.E.M.A.-, l'organisation de la manifestation du 27 novembre 1960).

Les travaux : ont fait apparaître une volonté commune, la paix revenue en Algérie, d'éviter le repliement des étudiants sur les seuls problèmes concernant leurs études. Les contacts avec les syndicats ouvriers à propos des manifestations pour la paix permettent d'entrevoir des échanges constants sur des questions générales, notamment la démocratisation de l'enseignement la promotion sociale et la transformation des structures économiques. Il est apparu une nouvelle opposition au sein de l'U.N.E.F., animée par les étudiants en médecine et en art dentaire. Elle critique et refuse "au nom de la défense des professions libérales" les thèses de l'UNEF sur l'allocation d'études qui aboutirait selon elle à "fonctionnariser les étudiants".

Les motions adoptées

ALGERIE : "des négociations avec le G.P.R.A. doivent sortir simultanément l'arrêt de la guerre et les conditions permettant au peuple algérien d'une part d'exprimer sa volonté de liberté et d'indépendance et d'autre part de mettre en place les structures économiques et sociales de son choix qui garantiront le développement de l'Algérie et les droits fondamentaux de chacun" (adoptée par 649 mandats contre 26 et 117 refus de prendre part au vote).

ORIENTATION : "... demande aux associations d'étudiants de participer au niveau local et régional avec tous les organismes représentatifs à l'élaboration des plans de développement et d'aménagement du territoire ... (le congrès) mandate le bureau ... pour étudier ces questions avec les organisations syndicales et les mouvements de jeunesse" (par 696 mandats, 112 refus de participer).

DÉCOLONISATION : "Une coopération durable entre la France et les pays africains anciennement colonisés exclut toute forme de domination institutionnelle, économique ou militaire. Ils soulignent les dangers que présentent certains accords passés entre la France et ces pays, accords qui sur le plan économique maintiennent pour l'essentiel les relations de dépendance datant de la période coloniale" (adopté presque à l'unanimité après le retrait d'un texte plus direct).

Le nouveau bureau :

Président : Dominique WALLON (sciences politiques)

Secrétaire général : GIRAUDY (Grenoble)

Vice-présidents : universitaire, ROMIER (ENS) ; jeunesse, affaires militaires, LE MEILLEUR (Caen) ; jeunesse culturelle, NANNONI (Marseille) ; international, MENAGER (Reims) ; international adjoint, LARQUIER (sciences politiques) ; intérieur, DUTHEIL (Toulouse) ; informations, LANGRENIER (Paris) ; sports, santé, VIDECOQ (Rouen)

Trésorier, secrétaire général adjoint : SABOUREAU (Rennes).

Une nouvelle association : suite au Congrès de l'U.N.E.F., une union nationale des étudiants en médecine a été créée le 7 avril par le Congrès extraordinaire des présidents des "corpos" d'étudiants en médecine. Toutefois la fédération des étudiants en médecine continue d'exister et d'adhérer à l'U.N.E.F : les représentants des associations de Paris, Caen, Amiens, Nancy, Grenoble, Strasbourg ont voté contre la fondation de ce nouvel organisme.